



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/AC.154/308
26 mars 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

COMITÉ DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE

LETTRE DATÉE DU 24 MARS 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU COMITÉ
DES RELATIONS AVEC LE PAYS HÔTE PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR
INTÉRIM DE LA CÔTE D'IVOIRE

J'ai l'honneur de vous prier, en votre qualité de Président du Comité des relations avec le pays hôte, de bien vouloir faire publier comme document du Comité le texte de la note verbale datée du 24 mars 1997 que la Mission permanente de la Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies a adressée à la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation (voir annexe).

La note en question relate un incident dont la Mission ivoirienne a été victime le jeudi 20 mars 1997.

(Signé) Diénébou KABA CAMARA

ANNEXE

Note verbale datée du 24 mars 1997, adressée à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation

La Mission permanente de la République de Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la question du stationnement des véhicules diplomatiques dans la ville de New York.

À ce sujet, la Mission permanente de la Côte d'Ivoire tient à informer la Mission permanente des États-Unis d'Amérique de l'incident dont elle a été victime le jeudi 20 mars 1997. En effet, ce jour-là, aux environs de 8 h 30, une des voitures de la Mission ivoirienne a été enlevée à Manhattan, 129e rue, par un officier de police, alors qu'elle était stationnée normalement comme tous les autres véhicules qui se trouvaient sur cette même voie.

Le chauffeur de la Mission qui s'est rendu quelques instants après au bureau du marshal, situé à la 40e rue, pour obtenir des renseignements sur les motifs de cet enlèvement, s'est vu remettre une note (voir appendice) qui précisait que le véhicule en question aurait été pris parce qu'il aurait totalisé un certain nombre de contraventions non payées.

La Mission permanente de la Côte d'Ivoire est immédiatement entrée en contact avec l'Office des missions étrangères de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique qui n'a pu obtenir la libération du véhicule qu'aux environs de 4 heures de l'après-midi.

La Mission permanente de la Côte d'Ivoire voudrait rappeler qu'à sa connaissance, les nouvelles mesures envisagées par la municipalité de New York ne devraient entrer en vigueur qu'à partir du 1er avril. Bien plus, parmi celles-ci, aucune ne prévoit une sanction telle que l'enlèvement de véhicules pour contraventions non payées.

En effet, il est bien précisé dans le document relatif aux nouvelles mesures décidées par la ville de New York qu'en cas de violations répétées de la loi sur le stationnement, le détenteur du véhicule recevrait une notification de l'Office des missions étrangères l'informant qu'il ne pourra pas utiliser légalement son engin tant que les contraventions n'auront pas été réglées.

La Mission permanente de la Côte d'Ivoire n'a reçu aucune notification de cette sorte et, fait sans précédent, elle voit un de ses véhicules enlevé par les autorités de police pour motif de non-paiement de contraventions antérieures.

La Mission permanente de la Côte d'Ivoire voudrait exprimer sa désapprobation devant un tel agissement qui va à l'encontre des privilèges et immunités reconnus aux agents et aux missions diplomatiques par la Convention de Vienne de 1961 et espère que des incidences de cette nature seront évités dans l'avenir.

/...

APPENDICE
